REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
PYRENEES-ATLANTIQUES

EXTRAIT DU REGISTRE
des Délibérations du Conseil Communautaire
de la Communauté de Communes
DE LA VALLEE D'OSSAU
4 Avenue des Pyrénées – ARUDY

Nombre de membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
32	32	32

DELIBERATION n°2016/75

L'An deux mille seize et le **mardi 13 décembre à 20 heures 00,** le Conseil Communautaire de la Vallée d'Ossau, **légalement** convoqué le 5 décembre, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, espace Pachou à Arudy.

Présents titulaires : M. AUSSANT, CASAUBON, SARTHE, COUROUAU, BARRABOURG, BARBAN, GOMEZ, PAROIX, MARTIN, CARRERE, DOUX, COURTIE, MASONNAVE, CARREY, CASADEBAIG, MOUNAUT, BOUTONNET, ALBIRA, LABERNADIE, SARRAILH, LABOURDETTE, SANZ, BOUSQUET, GARROCQ, et Mmes BERGES, HELIP, TOUTU, BARRAQUE et MOULAT.

Mme CLAVIER donne procuration à M. AUSSANT
Mme MOURTEROT donne procuration à M. CASAUBON
M. VISSE donne procuration à M. MARTIN

REÇU
le 15 DEC. 2016
SOUS-PRÉFECTURE
OLORON STE MARIE

Secrétaire de séance : M. MOUNAUT

OBJET : FINANCES - FPU – ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

RAPPORTEUR : CLAUDE GOMEZ, VICE-PRESIDENT

I - RAPPEL : PRINCIPES JURIDIQUES

Le passage en FPU entraîne automatiquement le mécanisme des attributions de compensation. **C'est une dépense obligatoire des communautés de communes ayant opté pour la FPU**, sans limitation dans le temps et quelques soient les évolutions de bases enregistrées sur le territoire de chaque commune. Il s'agit d'un dispositif de reversement au profit des communes membres destiné à neutraliser le coût des transferts de compétence.
Elle est réévaluée à la hausse ou à la baisse à chaque nouveau transfert de charges.

Donc l'attribution de compensation est le mécanisme-clé de l'intercommunalité à fiscalité professionnelle unique :

- Pour sa part « fiscale », elle autorise le maintien des ressources acquises par les communes au moment du passage en Fiscalité Professionnelle Unique (FPU) et la neutralisation de l'existant.
- En outre, pour sa part « charges », elle accompagne le développement financier de l'intercommunalité par la valorisation des charges transférées par les communes et le transfert à la structure intercommunale des ressources nécessaires à l'exercice de ses compétences.

Cette « évaluation des charges transférées » est prévue et encadrée par les textes de loi :

- Le Code Général des Impôts (CGI) et principalement son article 1609 nonies C modifié par :
  - La loi n°99-586 du 12 juillet 1999, dite « loi Chevènement »
  - La loi n°2004-809 du 13 août 2004
  - La loi n°2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificatives pour 2014 (II)
  - La loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 (art 163 et 164)
  - La loi n°2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificatives pour 2015 (art. 53 V)

II - LE CALCUL DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION FISCALES AVANT LA PRISE EN COMPTE DES TRANSFERTS

II.1 - L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION FISCALE DE DROIT COMMUN

La communauté de communes a l'obligation de restituer à l'euro près le montant des ressources fiscales liées aux entreprises, perçu par chaque commune l'année précédant la mise en œuvre de la Fiscalité Professionnelle Unique (FPU). Ces ressources sont composées :

a) du produit fiscal des entreprises :

o La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) ;
o La cotisation foncière des entreprises (CFE) ;
o L'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) ;
o La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) ;
o La taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TAFNB) ;

b) de dotations liées à la réforme de la taxe professionnelle :
o La dotation de compensation pour suppression progressive de la part salaire (SPPS) ;
o La dotation de compensation pour réduction de la fraction imposable des recettes.

Ce retour vers les communes s'effectue par le biais de l'attribution de compensation (AC) «fiscale ».

L'attribution de compensation fiscale permet la neutralisation financière de la situation existante au moment de l'option pour le régime de la FPU, ce qui signifie que, par rapport à leurs ressources fiscales de l'année précédant la première année de FPU, les communes préservent leurs acquis.

II.2 - L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION FISCALE DE DROIT COMMUN PREVISIONNELLE

⇨ **En 2015, première année de l'instauration de la FPU**, le conseil communautaire a retenu pour l'élaboration du budget primitif, à titre prévisionnel, le montant des attributions de compensation fiscales des communes à leur niveau défini par le droit commun,

soit 3 729 343 euros obtenu en additionnant
3 209 918 euros (produit de la fiscalité professionnelle 2014, montant communiqué par la ***Direction Départementale des Finances Publiques*** le 10 février 2015)
et 519 425 euros (dotation de compensation CPS, montant communiqué sur le site de la DGCL, le 1er avril 2015, et réparti en accord avec la Préfecture, sur les communes au prorata de ce qu'elles avaient perçu en 2014)

⇨ En 2016, le conseil communautaire a retenu pour l'élaboration du budget primitif, à titre prévisionnel, le montant des attributions de compensation fiscales des communes à leur niveau défini par le droit commun,

soit 3 719 292 euros obtenu en additionnant
3 209 918 euros (reprise du même montant qu'en 2015)
et 509 374 euros (dotation de compensation CPS, montant repris sur le site de la DGCL, en mars 2016)

Le détail figure dans les tableaux N° 1 et 2 en annexes.

II.3 - LES ROLES SUPPLEMENTAIRES

A réception de l'état de notification des taux d'imposition des taxes locales, en février 2016 il a été constaté que les bases de la CFE ont baissées de 9,95 % entre 2015 et 2016.
(2015 : 6 952 411 ; 2016 : 6 260 000).

Donc, nous nous sommes rapprochés de la ***Direction Départementale des Finances Publiques*** pour en connaître la raison et avons pris connaissance de l'impact des rôles supplémentaires sur les AC.

La règle :
Les rôles supplémentaires émis par l'administration fiscale au titre de l'année de perception de la taxe professionnelle qui a servi de calcul à l'attribution de compensation, doivent être réintégrés dans ce produit de taxe professionnelle de référence.
De plus l'administration fiscale dispose d'un pouvoir de redressement jusqu'au 31 décembre de la troisième année suivant l'année au titre de laquelle l'imposition est due (article L. 174 du livre des procédures fiscales) lorsqu'elle constate des erreurs ou des omissions dans les impositions établies initialement.

(La circulaire NOR/LBL/B/04/10075/C du 15 septembre 2004 relative aux nouvelles dispositions concernant l'intercommunalité introduites par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux «libertés et responsabilités locales» rend obligatoire l'intégration, par délibération ad hoc, des rôles supplémentaires dans l'attribution de compensation, y compris rétroactivement (avec possibilité de lissage). La circulaire précise qu'il s'agit du produit perçu au titre de l'année qui sert de calcul à l'attribution de compensation fiscale, soit celui précédant le passage en FPU.)

Il appartient aux communes bénéficiaires de ces rôles supplémentaires d'informer l'EPCI des montants perçus au titre de l'année de référence. Le conseil communautaire devra par délibération, procéder d'une part à la rectification des attributions de compensation versées aux communes bénéficiaires et d'autre part, à la régularisation de celles versées les années précédentes.

Toutefois, si l'EPCI et ses communes membres en décident ainsi, la régularisation pourra se faire conformément à un échéancier et non pas au titre du seul exercice en cours.

Début 2015 :
Les rôles supplémentaires intégrés dans le calcul des AC, concernaient en fait les années 2011, 2012 et 2013. Donc ces rôles sont à déduire des attributions de compensation.

Fin 2015 :

4 communes ont perçus des produits fiscaux au titre de 2014 :

- la commune d'Arudy a perçu **27 496 €** (et 65 713 € au titre de 2011, 2012 et 2013)
- la commune de Bielle a perçu **210 €**
- la commune des Eaux-Bonnes a perçu **39 641 €**
- la commune de Laruns **467 691 €**

Pour la commune de Laruns, le montant du RS CFE 2014, encaissé en 2015 est issu d'une procédure de vérification qui a eu pour conséquence d'augmenter la base de CFE 2014 de 1 119 700.
Or après expertise de ce dossier par la ***Direction Départementale des Finances Publiques***, il s'est avéré que ce rehaussement a été mis en recouvrement à tort. La commune de Laruns a encaissé des sommes qu'elle n'aurait pas dû avoir, mais les conservera, l'Etat par la procédure du dégrèvement remboursant le redevable taxé à tort.
Cet état de fait est corroboré par l'évolution des bases de CFE entre 2015 et 2016 sur le territoire de LARUNS :

En 2015 : 4 390 000 à comparer à la base initiale de 2014 soit 3 3390 000
En 2016 : 3 620 000

En 2015, les bases de CFE auraient dû s'élever à 3 599 000.

La *Direction Départementale des Finances Publiques, a évalué le montant du RS à intégrer dans l'attribution de compensation de la commune de Laruns à la somme de 209 230 x 35,19 % (taux CFE) = 73 628 € au lieu de 467 691€.*

Il est donc proposé, de réactualiser les attributions de compensation (hors dotation CPS) en intégrant les rôles supplémentaires relatifs à l'année 2014, soit :

- **27 496 €** pour la commune d'Arudy, au lieu de 7 033 €,
- **210 €** pour la commune de Bielle,
- **39 641 €** pour la commune des Eaux-Bonnes, au lieu de 58 458 €
- **73 628 €** pour la commune de Laruns, au lieu de 201 416 €

et en lissant cette régularisation sur 2 années. (tableau N°3 en annexe) comme suit :

	Réactualisation des AC hors dotation CPS à verser à compter de 2017	Régularisation	
Communes	AC - RS de 2011 à 2013 + RS 2014	de 2015 à verser en 2017	de 2016 à verser en 2018
ARUDY	437 529	20 463	20 463
ASTE BEON	27 161	0	0
BEOST	21 523	0	0
BESCAT	10 065	0	0
BIELLE	42 329	210	210
BILHERES	6 917	0	0
BUZY	88 356	0	0
CASTET	22 270	0	0
EAUX BONNES	329 563	-18 817	-18 817
GERE BELESTEN	4 364	0	0
IZESTE	8 042	0	0
LARUNS	1 852 243	-127 788	-127 788
LOUVIE JUZON	72 069	0	0
LOUVIE SOUBIRON	91 306	0	0
LYS	6 578	0	0
REBENACQ	36 290	0	0
SAINTE COLOME	2 574	0	0
SEVIGNACQ MEYRACQ	24 807	0	0
TOTAL	3 083 986	-125 932	-125 932

REÇU
le 15 DEC. 2016
SOUS-PRÉFECTURE
OLORON STE MARIE

Le rapport entendu,

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE à l'unanimité,

ADOPTE le présent rapport,
APPROUVE le montant des attributions de compensation (hors dotation CPS) réactualisées à partir des rôles supplémentaires, à verser aux communes à compter de 2017, dont le détail figure ci-dessus,
CHARGE Monsieur le Président de l'exécution de ces décisions.

Le Président,
Jean-Paul CASAUBON

Communauté de Communes Vallée d'Ossau 64260 ARUDY

ANNEXE 1

ATTRIBUTION DE COMPENSATION (hors transfert de charges) 2015

Communes	Produit CFE	Pduit CVAE	Pduit IFER	TASCOM	Compens CFE	TaFNB	RS CFE	Dotation compensation part CPS	TOTAL sans CPS	AC
ARUDY	213 612	116 183	39 991	31 662	7 310	1 275	7 033	201 213	417 066	**618 279**
ASTE BEON	24 512	554	1 742		228	125		1 494	27 161	**28 655**
BEOST	11 781	646	8 963			133		1 710	21 523	**23 233**
BESCAT	1 763	3 259	4 854		78	111		8 381	10 065	**18 446**
BIELLE	35 101	3 569	3 154		223	72		16 831	42 119	**58 950**
BILHERES	1 049		5 783		34	51		171	6 917	**7 088**
BUZY	71 752	6 667	8 842		490	605		10 243	88 356	**98 599**
CASTET	19 637	328	2 253			52		1 844	22 270	**24 114**
EAUX BONNES	257 015	20 720	8 361		2 091	1 735	58 458	51 365	348 380	**399 745**
GERE BELESTEN	3 407	793			53	111		1 722	4 364	**6 086**
IZESTE	5 047	1 548	757		460	230		3 335	8 042	**11 377**
LARUNS	1 196 459	95 729	466 628	15 588	3 504	707	201 416	151 302	1 980 031	**2 131 333**
LOUVIE JUZON	43 649	17 994	1 872	6 991	1 063	500		25 707	72 069	**97 776**
LOUVIE SOUBIRON	80 313	5 788	4 972		142	91		13 634	91 306	**104 940**
LYS	3 222	1 876	1 203		277			1 857	6 578	**8 435**
REBENACQ	24 293	9938	1 442		187	430		18 275	36 290	**54 565**
SAINTE COLOME	1 918	544				112		86	2 574	**2 660**
SEVIGNACQ MEYRACQ	11 554	5 751	6 309		528	665		10 255	24 807	**35 062**
TOTAL	**2 006 084**	**291 887**	**567 126**	**54 241**	**16 668**	**7 005**	**266 907**	**519 425**	**3 209 918**	**3 729 343**

ANNEXE 2

ATTRIBUTION DE COMPENSATION (hors transfert de charges) 2016

Communes	Produit CFE	Pduit CVAE	Pduit IFER	TASCOM	Compens CFE	TaFNB	RS CFE	Dotation compensation part CPS	TOTAL sans CPS	AC
ARUDY	213 612	116 183	39 991	31 662	7 310	1 275	7 033	197 319	417 066	**614 385**
ASTE BEON	24 512	554	1 742		228	125		1 465	27 161	**28 626**
BEOST	11 781	646	8 963			133		1 677	21 523	**23 200**
BESCAT	1 763	3 259	4 854		78	111		8 219	10 065	**18 284**
BIELLE	35 101	3 569	3 154		223	72		16 505	42 119	**58 624**
BILHERES	1 049		5 783		34	51		168	6 917	**7 085**
BUZY	71 752	6 667	8 842		490	605		10 045	88 356	**98 401**
CASTET	19 637	328	2 253			52		1 808	22 270	**24 078**
EAUX BONNES	257 015	20 720	8 361		2 091	1 735	58 458	50 371	348 380	**398 751**
GERE BELESTEN	3 407	793			53	111		1 689	4 364	**6 053**
IZESTE	5 047	1 548	757		460	230		3 271	8 042	**11 313**
LARUNS	1 196 459	95 729	466 628	15 588	3 504	707	201 416	148 375	1 980 031	**2 128 406**
LOUVIE JUZON	43 649	17 994	1 872	6 991	1 063	500		25 209	72 069	**97 278**
LOUVIE SOUBIRON	80 313	5 788	4 972		142	91		13 370	91 306	**104 676**
LYS	3 222	1 876	1 203		277			1 821	6 578	**8 399**
REBENACQ	24 293	9938	1 442		187	430		17 921	36 290	**54 211**
SAINTE COLOME	1 918	544				112		84	2 574	**2 658**
SEVIGNACQ MEYRACQ	11 554	5 751	6 309		528	665		10 057	24 807	**34 864**
TOTAL	**2 006 084**	**291 887**	**567 126**	**54 241**	**16 668**	**7 005**	**266 907**	**509 374**	**3 209 918**	**3 719 292**

ANNEXE 3

ATTRIBUTION DE COMPENSATION (hors transfert de charges) à compter de 2017 sans dotation CPS

	AC calculées à partir des montants communiqués par les services fiscaux en février 2015								Réactualisation des AC par rapport aux rôles supplémentaires (à faire au cours des 3 années qui suivent la mise en place de la FPU)			Régularisation	
									Roles émis en 2014	Roles émis en 2015	Réactualisation des AC à verser à compter de 2017		
Communes	Produit CFE	Produit CVAE	Produit IFER	TASCOM	Compens CFE	TaFNB	RS CFE	AC sans CPS reversées en 2015 et 2016	RS CFE pour les années 2011-2012-2013	RS CFE perçues par les communes pour 2014	AC - RS de 2011 à 2013 + RS 2014	2015	2016
ARUDY	213 612	116 183	39 991	31 662	7 310	1 275	7 033	***417 066***	7 033	27 496	**437 529**	20 463	20 463
ASTE BEON	24 512	554	1 742		228	125		***27 161***			**27 161**	0	0
BEOST	11 781	646	8 963			133		***21 523***			**21 523**	0	0
BESCAT	1 763	3 259	4 854		78	111		***10 065***			**10 065**	0	0
BIELLE	35 101	3 569	3 154		223	72		***42 119***		210	**42 329**	210	210
BILHERES	1 049		5 783		34	51		***6 917***			**6 917**	0	0
BUZY	71 752	6 667	8 842		490	605		***88 356***			**88 356**	0	0
CASTET	19 637	328	2 253			52		***22 270***			**22 270**	0	0
EAUX BONNES	257 015	20 720	8 361		2 091	1 735	58 458	***348 380***	58 458	39 641	**329 563**	-18 817	-18 817
GERE BELESTEN	3 407	793			53	111		***4 364***			**4 364**	0	0
IZESTE	5 047	1 548	757		460	230		***8 042***			**8 042**	0	0
LARUNS	1 196 459	95 729	466 628	15 588	3 504	707	201 416	***1 980 031***	201 416	73 628	**1 852 243**	-127 788	-127 788
LOUVIE JUZON	43 649	17 994	1 872	6 991	1 063	500		***72 069***			**72 069**	0	0
LOUVIE SOUBIRON	80 313	5 788	4 972		142	91		***91 306***			**91 306**	0	0
LYS	3 222	1 876	1 203		277			***6 578***			**6 578**	0	0
REBENACQ	24 293	9938	1 442		187	430		***36 290***			**36 290**	0	0
SAINTE COLOME	1 918	544				112		***2 574***			**2 574**	0	0
SEVIGNACQ MEYRACQ	11 554	5 751	6 309		528	665		***24 807***			**24 807**	0	0
TOTAL	**2 006 084**	**291 887**	**567 126**	**54 241**	**16 668**	**7 005**	**266 907**	***3 209 918***	**266 907**	**140 975**	**3 083 986**	**-125 932**	**-125 932**
												Lisser sur 2 années, 2017 et 2018	